

LE 30 NOVEMBRE, DANS LA RUE CONTRE LA SÉLECTION !

Appel des lycéen.ne.s de région parisienne à se mobiliser
le 30 novembre
#LeurSélectionNotreAvenir

Nous, lycéen.ne.s des établissements de région parisienne, mobilisé.es ce 22 novembre contre la sélection, appelons toutes les franges de la jeunesse, des lycéen.ne.s aux étudiant.es, et tous ceux et celles qui s'opposent aux projets du gouvernement, à se mobiliser pour exiger et obtenir le retrait du projet de loi Vidal.

Aujourd'hui, en France, chaque bachelier a une place à l'université – quels que soient ses résultats scolaires. C'est la règle, mais les faits sont autres. Le nombre d'étudiant.e.s augmente chaque année – choc démographique des années 2000 –, ainsi la plupart des facs sont très largement surchargées. Cette situation mène à une mise en concurrence des lycéen.ne.s et des étudiant.e.s pour accéder à la filière souhaitée ou pour y rester. Depuis trop longtemps les prémisses d'une sélection insidieuse sont donc là. Macron franchit maintenant un nouveau cap considérable.

Il veut, dès la rentrée prochaine, remplacer APB par un système de sélection réelle mais qui ne dit pas vraiment son nom. Dès cette année, les lycéen.ne.s seront officiellement mis en concurrence et sélectionné.e.s en fonction de certains « attendus » : résultats scolaires, avis du conseil de classe, activités extra-scolaires ou autres.

Depuis plus de 50 ans, les gouvernements successifs ont tenté d'instaurer la sélection et ont toujours échoué face aux contestations massives. Qu'en est-il aujourd'hui ? Macron profite de la faillite programmée d'APB, ainsi que de quinze années de réformes universitaires ayant rendu chaotique le bon fonctionnement des universités, pour justifier une réforme que les étudiant.e.s et lycéen.ne.s refusèrent en 1968, 1973 et 1986. Jamais les moyens ni les places des facs n'ont réellement été augmentés. Ici la solution n'est

surtout pas dans le tirage au sort ou la sélection, mais bien dans les moyens que l'on décide d'allouer aux universités. Ainsi, nous exigeons fermement le retrait de la loi Vidal. Mais au-delà du simple retrait, nous réclamons donc que chaque bachelier.e puisse accéder aux études et à la filière de son choix, soit simplement libre d'étudier comme il ou elle le veut et non comme il ou elle le peut, selon des critères élitistes et socialement injustes. Par la suite, nous revendiquons un investissement massif de l'État dans nos universités car c'est la seule mesure qui permettra d'assurer la réussite pour tous et toutes.

Et, puisque la sélection ne suffit pas, Macron enchaîne une série de réformes contre la jeunesse : suppression du RESS, augmentation des frais d'inscription de 30 %, baisse des APL, entre autres. Ainsi que l'ensemble des ordonnances sur le code du travail, qui nous prévoient un avenir de précarité constante. C'est donc à nous de manifester notre opposition à ces réformes régressives et rétrogrades qui ont toujours été abandonnées ou abolies, mais surtout de proposer une autre voie par laquelle la jeunesse peut échapper à cet avenir pré-sélectionné.

Nous appelons donc les lycéen.ne.s et les étudiant.e.s :

- à faire grève le jeudi 30 novembre,
- à organiser et rejoindre les manifestations qui auront lieu le même jour,
- à s'organiser localement au sein de leur établissement dès la rentrée (assemblée générale, comité d'action, etc.),
- à se joindre au personnel mobilisé de leur établissement (professeurs, AED, ATOSS, etc.).